

réunions politiques. Quand d'aussi grandes questions sont en jeu, il faut faire trêve aux luttes de partis.

Je souscris tout à fait à la dernière affirmation, et autant que je puis, j'évite toute réserve ou tout mouvement d'ordre politique.

Plus tard ce jour-là, la guerre a été déclarée. Des difficultés surgirent entre sir Wilfrid et sir Robert Borden, mais cela ne se rapporte pas à la discussion présente.

Au rétablissement de la paix, en 1918, tous espéraient qu'elle se maintiendrait. Quelques incidents, quelques périls se sont produits de 1918 à la date que je vais mentionner tout à l'heure, mais ils n'étaient pas très importants.

Il y a eu certains changements d'opinion parmi les chefs conservateurs mais jusqu'en 1930, personne ne redoutait une autre catastrophe. En 1933, alors que j'assistais à la réunion de la Société des Nations et à la conférence de désarmement à Genève, tout le monde espérait vraiment dans le maintien de la paix et le désarmement. Je me rappelle fort bien qu'au nombre des représentants anglais, il y avait sir John Simon et Anthony Eden, et que d'autres personnages mondiaux étaient présents, entre autres le pauvre petit chancelier Dolfuss qui fut assassiné quelques jours plus tard, Benes, ministre des affaires étrangères de Tchécoslovaquie, Paul Boncour, représentant de la France, le colonel Beck, délégué de la Pologne, M. C. T. TeWater, délégué de l'Afrique du Sud et Stanley Bruce, délégué de l'Australie. Tous ces hommes semblaient espérer alors vraiment dans le maintien de la paix et dans des mesures de désarmement universel.

Je relève, dans l'*Ottawa Journal* de ce matin, une citation de Stanley Bruce qui a pris en Australie, à l'égard de la conscription dans ce dominion et de la coopération de l'Australie avec l'Empire, la même attitude que j'ai énoncée dans l'entrevue dont j'ai parlé. Parmi d'autres personnages intéressants dont je me souviens se trouvaient Madariaga d'Espagne, que se rappelleront tous ceux qui assistaient aux premières assemblées de la Société des Nations, un très brillant Espagnol maintenant disparu de ce monde comme bien d'autres de ses éminents compatriotes. Von Neurath, à qui a été confié, je pense, l'administration de la Tchéco-Slovaquie conquise, et Goebbels s'y trouvait aussi pour le compte de l'Allemagne, bien que je ne me souvienne pas d'avoir rencontré ce dernier. Je cite leurs noms simplement pour rappeler qu'il y avait là bien des hommes éminents de tous les pays; tous espéraient alors, en 1933, que la paix mondiale serait maintenue et que le désarmement se réaliserait. Même quand l'Allemagne quitta la Société des Nations—je m'en sou-

viens parfaitement bien à cause de l'affaiblement que ce retrait causa chez tous les membres de la conférence—on espérait encore que l'on pourrait accomplir de bonnes choses. C'est à cause de cet espoir que la Grande-Bretagne et le Canada et d'autres démocraties ont réduit leurs crédits de la défense. Je me souviens que même les maigres crédits que nous avons demandés de 1930 à 1935 ont été violemment combattus par plusieurs groupes, parce que certains pensaient qu'il n'y avait aucun danger de guerre mondiale. C'était l'état d'esprit général au pays.

(La séance, suspendue à six heures, est reprise à huit heures.)

Reprise de la séance

L'hon. M. MANION: A la suspension de la séance, à six heures, j'en étais aux espérances que nourrissaient les populations de l'univers en faveur du maintien de la paix, du moins jusque vers 1935. Je faisais remarquer que le monde reste encore pacifique, et que seul un insensé oserait précipiter l'humanité dans un enfer comme celui que nous avons connu de 1914 à 1918. Je disais que telle était l'espérance d'alors, basée sur les événements de l'époque et sur la conviction que nul pays qui avait connu les affres terribles de la guerre ne voudrait voir la catastrophe se répéter. Je crois que cette opinion a prévalu jusqu'à la fin de 1935 et même en 1936.

Mais les peuples qui partageaient ces idées —et ce fut le cas de toutes les démocraties, la Grande-Bretagne, les Etats-Unis ou autres pays moins importants de l'Europe,—étaient loin de prévoir la puissance d'un visionnaire, d'un rêveur, dont l'éloquence s'emparait d'une population vaincue, humiliée, dénuée de toute espérance, acculée au désespoir et dirigée par un vieillard. Il est vrai que le grand Hindenburg était à la tête du gouvernement—mais on se rendait compte que Hindenburg, à cause de son grand âge, perdait de sa vigueur intellectuelle. Cette population en était venue à vouer haine à tout l'univers parce qu'elle prétendait être traitée injustement. Avait-elle raison? La question est sans doute discutable. A tout événement, les Allemands, bien avant la venue d'Hitler qui se portait, suivant eux, à leur rescousse, se croyaient victimes d'injustices.

Même en mars 1936, alors qu'Hitler occupait le Rhin, l'univers espérait que ce serait le dernier pas tenté par la nouvelle idole allemande. Après qu'il eut repris et fortifié de nouveau le Rhin, après qu'il eut ranimé la fierté allemande et replacé l'Allemagne à son rang dans les nations de l'univers, les populations ont cru qu'Hitler n'entreprendrait